

VINGT-DEUX ANS APRES, «L'AFRIQUE NOIRE EST MAL
PARTIE», L'HISTOIRE A-T-ELLE DONNE RAISON A
RENE DUMONT?

Par

*Aboubacry Moussa LAM**

Déjà en 1962, c'est-à-dire quelques années seulement après le début des indépendances africaines (1) René DUMONT «L'agronome de la faim», écrivait son fameux ouvrage «L'Afrique Noire est mal partie» (2) ; ouvrage dans lequel il affirmait avec vigueur et conviction, que le développement agricole tel qu'il était conçu et réalisé par les jeunes Etats et leurs partenaires, le plus souvent les ex-puissances coloniales, ne pouvait pas tirer l'Afrique de ses problèmes de sous-développement et être à la base de son décollage économique.

Cette politique, selon le professeur DUMONT, ne pouvait que renforcer la mainmise du capitalisme sur les économies paysannes africaines et aggraver dangereusement le déficit alimentaire du continent. Une telle critique sans complaisance, lui valut, comme on pouvait s'y attendre, plus d'ennemis que d'amis, et il fut déclaré persona non grata dans beaucoup de pays d'Afrique francophone. Il n'en cessa pas pour autant son combat au service des paysans déshérités de l'Afrique, sillonnant le continent et publiant des ouvrages aux titres révélateurs : «Développement et Socialisme» (3), «Paysanneries aux abois» (4), «l'Afrique étranglée» (5) etc...

Au début, DUMONT fut pris pour un rêveur, un illuminé dont les thèses ne tarderaient pas à être démenties par le développement imminent des pays africains, mais hélas... le développement attendu n'eut pas lieu.

Au fil des années, «l'agité» DUMONT n'était plus la seule victime du dangereux mirage qui lui avait fait écrire tant de travaux sur la faillite de la politique agricole des pays africains.

En 1972, Tibor MENDE prévoyait une recolonisation pure et simple des pays sous-développés, si les systèmes économiques, d'aide et de coopération en vigueur, n'étaient pas revus et corrigés (6). En 1975 un groupe de chercheurs africanistes sous la direction de Jean COPANS, analysait à l'occasion de la grande sécheresse, avec une rare pertinence, les mécanismes de destruction des sociétés paysannes africaines auxquelles le capitalisme dominateur avait fait perdre leur logique et leurs systèmes d'autodéfense contre les calamités naturelles et les famines en particulier (7). Claude MEILLASSOUX, dans un travail similaire réalisé en 1975, confirmait et enrichissait les conclusions de l'équipe de COPANS (8). Aux Etats-Unis, les problèmes alimentaires des pays du Tiers-Monde étaient connus depuis 1967 au-moins : les frères W. et P. PADDOCK n'écrivaient-ils pas cette année là «Famine 1975» (9), un livre qui, plus qu'une prophétie, était une analyse froide des mécanismes en jeu dans le système agricole

* *Département d'Histoire, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Université de Dakar.*

mondiale ? Et ces auteurs dans la plus pure tradition américaine, exposaient, déjà, les avantages que les Etats-Unis d'Amérique pouvaient tirer d'une telle situation. Ils laissaient clairement entendre que l'Amérique, compte-tenu de son poids alimentaire, pouvait décider, en fonction de la docilité des Etats du Tiers-Monde à se soumettre à son système économique et social, qui sauver de la famine ou qui laisser périr (10). Cette idée d'utiliser ce qu'il est convenu d'appeler « l'arme alimentaire » (11) pour faire triompher les vues des Etats-Unis face aux petits pays alimentairement démunis ou contre des adversaires politiques moins vulnérables mais sensibles à ce genre de pression, ne cessa de progresser depuis ; et tout récemment, le président J. CARTER l'applique concrètement contre l'URSS en lui imposant un embargo partiel sur le blé américain, à l'occasion de « l'invasion » de l'Afghanistan par l'Armée Rouge, en Décembre 1979 (12). Face à ces difficultés du Tiers-Monde, certains américains sont allés au-delà du chantage alimentaire et ont demandé purement et simplement au gouvernement des Etats-Unis, au nom de la survie de l'espèce humaine, de laisser quelques millions d'individus mourir de faim : « il n'est plus temps de s'attendrir devant ce que l'évidence même nous montre comme une catastrophe imminente. La morale judéo-chrétienne ne peut plus nous apporter de solutions » (13). Toujours aux Etats-Unis, des voix, heureusement plus amicales, se sont élevées pour dénoncer ce qu'elles appellent « l'industrie de la faim » (14).

En France, Sophie BESSIS dans un livre intitulé « L'Arme Alimentaire » et publié en 1979, dévoilait au grand public ce que beaucoup de spécialistes savaient déjà : une dépendance alimentaire totale des pays sous-développés, dépendance consécutive à la ruine de leurs économies agricoles. Elle montrait aussi dans cet ouvrage, le parti que les grandes puissances agricoles tiraient de cette situation (15).

Nous savons qu'en dehors des pays asiatiques et latino-américains, les nations les plus exposées à l'utilisation de cette redoutable arme, se trouvent en Afrique. Cela signifie que ces pays étaient non seulement mal partis comme l'avait affirmé DUMONT dès leur toutes premières années d'indépendance, mais que ce mauvais départ s'était transformé, au fil des années, en un véritable enlèvement.

Et la grave situation dans laquelle vivaient la plupart d'entre eux, fut brusquement portée à la connaissance du monde entier par la grande sécheresse des années 1970. C'est pendant cette période de crise aiguë que le voile de pudeur que de nombreux chefs d'Etats avaient jusqu'alors sagement utilisé pour couvrir les tristes réalités alimentaires de leurs pays, se déchira enfin, livrant à la face du monde développé les insupportables images de bêtes décharnées, de carcasses de vaches, de vieillards et d'enfants hébétés et en proie au pire des maux : la famine.

Ainsi, il ne leur fut plus possible de garder cette dignité « protocolaire » qu'ils avaient réussi à conserver malgré la souffrance de leurs peuples, et furent obligés de multiplier les appels à l'aide, à l'aide alimentaire devrions-nous dire ! Le mal était devenu si grave et si inquiétant que la communauté internationale s'émut vivement.

C'est dans ces conditions qu'une commission de la Banque Mondiale dirigée par Elliot BERG fut chargée de se pencher sur les problèmes de développement en Afrique. Les conclusions de ladite commission, publiées en 1981 et plus connues du grand public francophone sous le nom de Rapport BERG (16), sont sans équivoque : l'agriculture africaine n'a non seulement pas progressé, mais elle a, au contraire, régressé dans la plupart des pays.

Il faut vraiment que la situation soit très catastrophique pour que cette institution internationale, qui a cautionné et financé le développement agricole dans beaucoup de pays, soit amenée à exposer au grand jour le désastre économique qui a frappé ces derniers. C'est en effet d'un véritable désastre dont il faut parler. Tous les experts qui se sont intéressés de près aux économies agricoles africaines, sont unanimement d'accord sur le fait qu'elles assuraient largement l'autosuffisance alimentaire du continent, tant qu'elles étaient restées peu intégrées au système capitaliste. Avec la domination coloniale pendant laquelle des cultures d'exportation furent imposées aux paysanneries, cette autosuffisance devenait de plus en plus précaire, pour disparaître finalement vers les années 1960. Ce que le Rapport BERG confirme d'une certaine manière, en disant que vers les années 1960, le taux de croissance des produits vivriers était le même que celui de la population rurale et se situait aux environs de 2 % par an. Le même rapport souligne que ce taux de croissance de 2 % des produits vivriers était tombé à 1,5 % vers les années 1970, c'est-à-dire qu'il était alors nettement inférieur à celui de la population rurale elle-même (17). Autrement dit, le paysans n'arrivait même plus à se nourrir tout seul, à plus forte raison alimenter la ville !

Pour expliquer cette situation, les auteurs du Rapport BERG avancent un certain nombre d'arguments sur lesquels nous reviendrons un peu plus loin ; mais voyons d'abord en détail, à travers quelques pays choisis comme exemples, l'état actuel des économies agricoles africaines.

Au Sénégal, lors d'un récent débat à l'Assemblée nationale (18), un député de l'opposition interpelait le ministre du développement rural et l'accusait d'être devenu le ministre de l'aide alimentaire (la coordination des actions d'aide au monde rural lui est confiée). Cette boutade, sans doute pleine d'humour, n'en traduit pas moins le drame de l'agriculture sénégalaise. En effet, quand un ministre du développement rural se voit chargé de coordonner les actions d'aide alimentaire au monde rural, le moins qu'on puisse dire, c'est que son département n'a pas réussi sa mission (qui est d'assurer au pays la sécurité alimentaire), dans la mesure où, l'agriculture n'arrive même pas à nourrir ses producteurs directs.

Au Sénégal, en cette année 1984, c'est encore la sécheresse qui – selon les milieux officiels – est à l'origine de tous les maux. Elle serait particulièrement responsable des mauvaises récoltes enregistrées l'hivernage dernier. S'il est vrai que la sécheresse a été pour beaucoup dans la pénurie vivrière actuelle, il serait quand même exagéré de lui imputer tous les déboires de l'agriculture sénégalaise. En effet, nous avons vu un peu plus haut que cette situation était prévisible (et a été effectivement prévue) sans même la prise en compte de la sécheresse, par des analyses basées uniquement sur la dynamique inhérente au mode de développement agricole choisi par le Sénégal. Qu'a-t-on fait jusqu'ici au Sénégal ?

Le Sénégal a, au lendemain de l'indépendance, continué la même politique agricole imposée et défendue par le pouvoir colonial. Cette politique reposait sur le développement de la culture arachidière, qui fournissait et qui fournit encore au pays une grande partie des devises étrangères (19) et se taille la part du lion dans le budget de l'Etat. L'attention des pouvoirs publics fut essentiellement — pour ne pas dire exclusivement — portée sur l'arachide qui accapara ainsi une grande partie du potentiel financier et technique du pays. Parallèlement à cette action, une savante politique des prix, en fait la même que celle de l'ancien pouvoir colonial, qui avait pour but (entre autres) de pousser les paysans à pratiquer la culture de spéculation au détriment des cultures vivrières, donnait à l'arachide toutes ses chances dans la conquête de l'espace rural sénégalais. Les résultats de cette politique sont aujourd'hui, un bassin arachidier dont les terres sont stériles (20) (région de Louga) ou en voie de l'être (Diourbel, Sine Saloum, etc...), une trop grande négligence des autres spéculations et des cultures vivrières ; le tout se traduisant par une extrême vulnérabilité financière et alimentaire (21).

La sécheresse de 1972 fut un excellent révélateur de la faiblesse de la politique agricole sénégalaise, et les autorités politiques ne manquèrent pas d'en tirer un certain nombre de leçons. C'est depuis, que les mots «diversification», «hydraulique», «barrages», reviennent très souvent dans les discours officiels. De manière concrète, la prise de conscience se traduit par l'accélération de la mise en œuvre des programmes de développement agricole qui avaient été mis en veilleuse : réalisation des barrages en Casamance (dans le cadre national), pose de la première pierre des barrages de Diama et de Manantali dans le cadre de l'OMVS (Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal). Cependant, si la volonté du gouvernement sénégalais pour mettre fin à la suprématie de l'arachide est louable, si son désir d'atténuer les effets des aléas climatiques par la maîtrise du potentiel hydraulique national est légitime, il semble, déjà, que les résultats de cette action qui nécessite un lourd endettement extérieur, risquent d'être particulièrement décevants. En effet, beaucoup d'observateurs affirment que l'option choisie par le Sénégal, posera beaucoup de problèmes. René DUMONT, dans le «Défi Sénégalais», soutient que les grands barrages, en plus des difficultés écologiques qu'ils poseront, profiteront plus à l'agrobusiness qu'aux paysans (22) (opinion que nous partageons et que nous avons exprimés dans les colonnes du Monde Diplomatique (23). Il y a aussi le fait que ces barrages, pour être fonctionnels, ont besoin d'équipements secondaires, de réseaux de distribution, de terres bien aménagées et bien d'autres choses encore. Or, dans un article fort justement intitulé «l'OMVS et l'Après Barrage : la seconde croisade» paru dans le «Soleil» du 17 Décembre 1983, un journaliste du quotidien sénégalais écrivait que les coûts d'aménagement des 350.000 ha irrigables prévus, se monteraient à trois milliards de dollars, soit 3 à 4 fois le prix des barrages de l'OMVS. De quoi frémir si l'on connaît la lourdeur de la dette des pays de l'OMVS et la flambee du dollar. En tout cas, les risques de se retrouver, comme dans l'Algérie d'après l'indépendance, avec des barrages sans infrastructure complémentaire, sont grands (24). Et avant même la fin des travaux du premier barrage

mis en chantier, les difficultés d'ordre technique commencent déjà : lors d'un récent débat à l'Assemblée Nationale, le Ministre de l'hydraulique du Sénégal fut invité par les parlementaires à s'expliquer sur le fait qu'au lieu du basalte prévu, l'entrepreneur chargé de la construction du barrage de Diama, utilisait le silex de Taïba (qui provient d'un gisement de phosphates de même nom, situé dans la région de Thiès) fortement patiné et dont les impuretés risquent de porter atteinte à la solidité de l'ouvrage. Un journal de l'opposition titrait à son tour: «Diama, le barrage se fissure» ; ce à quoi, les techniciens de l'OMVS, dans un article publié dans le «Soleil» du 28 Janvier 1984, opposaient un démenti catégorique. A supposer même que les barrages se terminent dans les délais prévus (1986 pour Diama et 1988 pour Manantali) et que l'infrastructure d'accompagnement soit réalisée, une question fondamentale reste posée : y aura-t-il assez d'eau pour les faire fonctionner ? Cette question qui serait ridicule avant la sécheresse de 1983, revêt subitement une menaçante signification depuis qu'un peu partout en Afrique, des barrages s'arrêtent de fonctionner faute d'eau (25).

En attendant les résultats de la nouvelle expérience sénégalaise et sans pessimisme excessif, disons dès maintenant, qu'une stratégie trop dépendante de l'étranger, reste toujours vulnérable. C'est ce que semble confirmer les deux pays que nous allons étudier maintenant : la Côte d'Ivoire et le Nigéria.

La Côte d'Ivoire est un pays que sa situation géographique favorise beaucoup au point de vue climatique : pluies relativement abondantes et écosystème forestier permettent de faire la plupart des cultures tropicales, avec le maximum de rendement. Les populations traditionnelles exploitaient sagement cet écosystème : la forêt était débroussaillée à l'aide du feu et d'instruments manuels très simples. La clairière ainsi obtenue était plantée d'ignames la première année ; la deuxième année était une année de complantation (taros, gombos, bananiers, etc...). La place était ensuite abandonnée à la forêt et n'était remise en exploitation qu'au bout de 15 à 20 ans ; ce qui permettait, ainsi, la reconstitution de la fertilité. Avec le développement massif de l'économie de plantation (principalement café et cacao) à partir des années 1950, la forêt ne cessa de reculer et les jachères de s'écourter. Ce qui s'est traduit par une dégradation très rapide de la fertilité, étant donné que, les pluies abondantes sous cette latitude, agissait désormais sur des sols qui n'étaient plus suffisamment protégés. Et l'utilisation dans certaines exploitations de puissants moyens mécaniques (tracteurs) ne fit qu'aggraver les choses.

L'option agricole de la Côte d'Ivoire qui était et qui reste encore de donner la priorité aux cultures d'exportation (café, cacao notamment), a donc pu bénéficier, dans ce contexte, de conditions très favorables, mais qui à long terme — c'est l'évidence même — cesseraient fatalement de jouer. En effet, cette agriculture qui ne respecte plus la règle la plus élémentaire de l'exploitation du sol, c'est-à-dire l'entretien de la fertilité, n'est ni plus ni moins qu'une exploitation minière. Très rapidement donc, la Côte d'Ivoire pulvérisa tous les records : 1er producteur mondial de cacao, avec une production qui oscille entre 370.000 tonnes et 456.000 tonnes (26), premier producteur africain de café avec 275.000 tonnes (27), sans parler

des bananes, de la canne à sucre, du bois, etc... Avec une production diversifiée et des cours mondiaux favorables jusqu'à ces dernières années, le pays put bénéficier d'une certaine prospérité et entamer un début d'industrialisation. Mais la négligence des cultures vivrières et l'augmentation très rapide de la population urbaine se traduisirent par l'importation de plus en plus importante de produits céréaliers, rendant la Côte d'Ivoire très dépendante.

Il semble aujourd'hui que la Côte d'Ivoire a abordé la partie descendante de la courbe. Voilà rapidement brossées les causes du «miracle ivoirien» et les racines de sa ruine qui se profile à l'horizon. La sécheresse et la chute des cours mondiaux de café et de cacao ne font que compliquer la situation, mais ne peuvent et ne doivent être, en aucune manière, prises pour responsables de la situation actuelle. Samir AMIN (28) et bien d'autres, avaient prévu, longtemps à l'avance, la fin du «miracle». Et aujourd'hui, force est, de reconnaître que le miracle est bien fini : un endettement de 5,2 milliards de dollars, nécessitant un service annuel de la dette de 1,25 milliards de dollars, une industrie en pleine crise, un écosystème complètement dégradé (entraînant une agriculture dont les rendements deviennent de plus en plus faibles), une tension sociale sans précédent, le tout aggravé par une année de sécheresse (1983) et des prix peu rémunérateurs pour les cultures d'exportation qui ont fait perdre à l'Etat la moitié de ses recettes ordinaires, sont plus que des symptômes (29). Les tentatives de recentrage de l'économie du pays n'ont fait malheureusement que compliquer davantage la situation : il s'agit des ruineuses actions dans les domaines de la riziculture et de la production sucrière (30).

Avec un tableau aussi sombre, il est largement permis de s'interroger sur l'avenir de la Côte d'Ivoire, surtout si l'on sait que sur le plan politique, la succession du président HOUPHOUET-BOIGNY n'est pas encore assurée.

Quant au Nigéria où les militaires viennent de reprendre le pouvoir (31) (justement sous le prétexte de la faillite économique du pouvoir civil), la situation n'est guère plus brillante. Les chiffres suivants sont plus qu'éloquents : 2,5 millions de tonnes de céréales importées en 1980, un déficit céréalier de 5,5 millions de tonnes prévu pour 1985 et de 20 millions de tonnes pour 1990 (soit les 2/3 du déficit total du continent), un taux de croissance de la production agricole de 1 % par an (32) (ce qui est dérisoire par rapport aux immenses besoins de la population du pays dont la fraction urbaine seulement croît de 11 à 13 % par an). En fait, la situation actuelle n'est que le résultat d'un processus enclenché depuis 1960, année à partir de laquelle, la ration alimentaire des nigériens a commencé à se dégrader du fait de la diminution de la production vivrière nationale. Depuis, la dépendance alimentaire n'a cessé de s'accroître, voulue et entretenue par de puissants groupes de pression qui contrôlent l'importation des céréales pour ce gigantesque marché de 100 millions d'habitants, les industriels et les autorités politiques pour lesquels importer des vivres était économiquement plus rentable que de les produire sur place. La conséquence en fut la ruine de l'agriculture nigérienne.

Pourtant, dans les années 1960, le Nigéria avait une agriculture en très bonne santé. Le pays était le 1er producteur-exportateur mondial d'arachide, le 2ème producteur de cacao, le 1er producteur africain de caoutchouc. En 1968, les produits agricoles représentaient encore 62 % des exportations, en valeur. En 1974, ce chiffre était tombé à 5 % dans un total multiplié par 14 et constitué à 93% par les devises tirées du pétrole brut (33).

Ces quelques exemples sont-ils représentatifs de l'ensemble africains ? Y a-t-il des pays dont les agricultures échappent à la dramatique situation dans laquelle se trouvent le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Nigéria ? En dehors de l'Afrique du Sud dont les réalités économiques n'ont, bien sûr, rien à voir avec celles des autres pays africains, il ne reste que le Cameroun qui, semble-t-il, a réussi à conserver son autosuffisance alimentaire ; mais pour combien de temps encore ?

Après la constatation, les explications.

La Banque Mondiale qui a fait le même constat dans le rapport BERG, avance (nous résumons) les raisons suivantes :

— Les guerres, la sécheresse, la croissance rapide de la population, la négligence de l'agriculture par les gouvernements et les bailleurs de fonds, la mauvaise utilisation des crédits, la trop grande place qu'occupe le secteur public, la non association des paysans aux politiques agricoles, la mauvaise organisation des marchés, les prix agricoles trop bas, la faiblesse de la recherche (34), etc... On ne peut pas nier la véracité de tels faits, ils sont trop évidents pour être oubliés par la Banque Mondiale ; ils ont tous effectivement, plus ou moins, une part de responsabilité dans la situation actuelle. Cependant, ce que la Banque Mondiale ne fait pas de façon explicite — et qu'elle aurait dû normalement faire — c'est de hiérarchiser ces faits selon leur importance, au lieu de les citer pêle-mêle. A notre avis, la régression de l'agriculture africaine est loin d'être le résultat d'un ensemble de facteurs plus ou moins incontrôlés ; elle est la conséquence d'un processus historique qui est le résultat d'une politique consciente et délibérée, ayant une logique parfaitement cohérente. En effet, le pouvoir colonial a créé et laissé partout en Afrique des villes dont la consommation essentielle (pain et riz) fut imposée par lui, pour des raisons liées à la nécessité de spécialisation exigée par le capitalisme du centre. Ainsi, la France par exemple, pouvait écouler le riz de la colonie d'Indochine, le blé de la Beauce et de la Brie dans ses possessions africaines dont les productions tropicales alimentaient, en retour, la métropole. Dans cette opération, elle était l'unique gagnante ; On ne peut pas en dire autant de ses colonies. Et cette politique eut comme conséquence de dévaloriser les productions vivrières locales dont les villes ne voulaient plus et que les paysans avaient de plus en plus du reste, tendance à négliger, obligés qu'ils étaient par le pouvoir colonial de s'adonner aux cultures de rente pour pouvoir payer les impôts et participer à la consommation des produits industriels fournis par le marché capitaliste. Avec les indépendances, ce sont les élites urbaines qui ont pris le pouvoir et mis sur pied de lourds appareils d'état à l'image des anciennes métropoles. Comme l'industrie était inexistante, ces appareils ne pouvaient compter que sur l'économie paysanne pour faire face à leurs multiples fonctions, mais surtout pour trouver les moyens financiers d'une consommation totalement

extravertie. Parallèlement, l'industrialisation que les jeunes Etats avaient entreprise, avait besoin de produits vivriers bon marché, pour avoir une chance de survivre. Dans ce contexte, il était inévitable d'imposer aux économies paysannes les plus bas prix possibles pour les cultures vivrières et le maximum de prélèvements monétaires pour les cultures de rente.

Le Rapport BERG souligne lui-même que les prix des produits vivriers dans les marchés parallèles sont 2 à 3 fois plus élevés que leurs prix officiels. Le même rapport montre que les produits de rente (café, cacao, arachide, etc...) sont généralement surtaxés. A titre d'exemple, le paysan ivoirien ne percevait que 1/10 du prix de son café vendu sur le marché international, ce, au plus fort du «boom» du café, dans les années 1975-1977 (35). Cette situation se trouve aggravée par le fait que les économies paysannes africaines sont sévèrement concurrencées par l'agriculture européenne et nord-américaine dont la productivité est plus élevée et qui, comble de difficultés pour les paysans africains, a besoin de marchés de plus en plus vastes, compte tenu de sa modernisation continue qui la rend terriblement performante. Quand les bas prix ne suffisent pas, on inonde les marchés africains de milliers et de milliers de tonnes d'aide alimentaire qui constituent autant de freins pour le développement de l'agriculture africaine. Naturellement, la plupart des dirigeants africains, sont plutôt enclins à recourir aux importations qui, dans l'état actuel de la différence de productivité, coûtent moins cher que si on essayait de faire sur place les mêmes produits ; ce qui a comme conséquence immédiate de bloquer l'agriculture locale et de renforcer la dépendance alimentaire, mais comme avantage de préserver la stabilité des régimes, les besoins des populations urbaines étant satisfaits. Cette tendance est encore plus nette si les dirigeants en question disposent, comme au Nigéria, d'une rente pétrolière substantielle ; et les conséquences sur l'économie agricole locale n'en sont que plus graves (voir le cas du Nigéria, supra.). Dans ces conditions, les intérêts des bourgeoisies urbaines des pays africains et ceux des gros producteurs céréaliers convergent et ont pour conséquence l'asphyxie de l'agriculture dans les pays africains. Pour les premiers, la surexploitation des économies paysannes permet le maintien d'un certain modèle de consommation, l'entretien d'appareils d'état qui les protègent et la neutralisation de populations urbaines de plus en plus nombreuses. Pour les deuxièmes, la liquidation des économies paysannes des pays africains, permet d'écouler sans problème des excédents qui deviennent de plus en plus encombrants (36), à des prix très intéressants parce que ne faisant l'objet d'aucune concurrence sérieuse, et en prime, des régimes complètement dociles, parce que totalement dépendants sur le plan alimentaire.

C'est pourquoi, un développement agricole africain générateur d'indépendance alimentaire, ne peut être fait ni par les premiers ni par les deuxièmes. Le seul développement agricole dont ces deux catégories sont capables, est celui que nous connaissons actuellement ; c'est-à-dire un développement agricole avec un secteur de cultures de rente qui se porte plus ou moins bien parce qu'il complète l'agriculture des pays développés et un secteur vivrier complètement asphyxié parce que son développement a été arrêté pour permettre aux grandes puissances céréalieres une domination sans partage des marchés africains.

Que penser dans ces conditions des stratégies mises sur pied ça et là et de la politique de coopération pratiquée par les pays développés envers les pays africains ? Si au bout de vingt ans le résultat le plus tangible a été la régression des économies paysannes africaines, on n'a pas besoin d'être particulièrement perspicace pour deviner ce qui va se passer dans vingt ans, si la même politique était poursuivie. Que faire alors ?

En interrogeant l'histoire du «décollage agricole» européen, nous pouvons tirer un certain nombre de leçons. Loin de nous cependant, l'idée que la voie suivie par l'Europe peut être empruntée telle quelle par l'Afrique (37), mais il nous semble qu'elle contient des enseignements que les théoriciens du développement agricole africain devraient méditer :

1./ Au 18ème siècle la révolution agricole a consisté non en innovations techniques extraordinaires, mais en un vaste mouvement de libération des économies paysannes sur lesquelles pesaient de multiples charges d'origine féodale. Cette libération a été l'œuvre de la bourgeoisie qui, en alliance avec la paysannerie, avait réussi à renverser la royauté et le régime aristocratique. Les impôts institués par le nouveau pouvoir étaient, de loin, plus légers que les précédentes charges et permettaient ainsi aux paysans de se nourrir correctement, d'entretenir leurs moyens de production et même de capitaliser. C'est sur ces bases que l'agriculture amorça sa modernisation, faisant disparaître à jamais, les famines du sol européen.

2./ Cette modernisation a été un processus progressif et cumulatif. Les innovations techniques étaient à chaque étape, à la portée des paysans, aussi bien sur le plan économique que sur celui de la maîtrise du matériel. C'est ainsi que les exploitations sont passées d'abord par l'association agriculture élevage (culture attelée et fumier), ensuite par l'introduction du tracteur, de la moissonneuse-batteuse et des engrais chimiques, pour déboucher, enfin, sur les puissants moyens industriels que nous leur connaissons aujourd'hui (38).

Comme on le voit donc, l'Europe n'a développé son agriculture ni en affamant ses paysans, ni en leur faisant sauter des étapes obligatoires comme on l'a fait pendant vingt ans en Afrique. Marcel MAZOYER a montré que la surexploitation des économies paysannes doublée d'un transfert intempestif de technologie, ne pouvait avoir que les résultats les plus fâcheux en matière de développement agricole (39). La situation actuelle de l'agriculture africaine est là pour confirmer cette thèse. Après vingt ans de tâtonnements et d'échecs, quelle voie pour le développement agricole africain ?

1./ Tout d'abord sortir les systèmes agraires africains de la crise dans laquelle ils se trouvent (et qu'on ne peut plus cacher) en mettant fin à la surexploitation dont ils sont victimes et en leur redonnant leur logique initiale par l'abandon de la logique capitaliste.

2./ Commencer ensuite le développement agricole à partir des systèmes traditionnels ainsi revigorés ; ce qui signifie :

- éviter des modèles importés et des tentatives de «transplantation» technologique ;
- initier une politique de prix incitatifs ;
- entreprendre une alphabétisation de masse ;
- mettre sur pied un encadrement technique moins dictatorial et plus respectueux de la sagesse paysanne.

Au moment où la voie que nous avons suivie jusqu'ici, nous a finalement menés à un échec indéniable, au moment où les spécialistes les plus autorisés doutent des possibilités de généralisation du modèle euro-américain que nous avons vainement essayé de copier, nous n'avons rien à perdre en tentant cette nouvelle expérience. Cela demande, évidemment, des bouleversements politiques radicaux, et à l'heure où le modèle dominant a pour ambition la conquête et la domination de la planète toute entière, cette entreprise ne sera pas — c'est l'évidence même — de tout repos. En attendant, ayons le courage de reconnaître que l'histoire a bien donné raison à « l'agronome de la faim ».

NOTES

1. Qui eurent lieu, pour la plupart, entre 1957 et 1962.
2. René Dumont, *l'Afrique Noire est Mal Partie*, Paris, Seuil, Collection Politique, 1962.
3. René Dumont, *Développement et Socialismes*, Paris, Seuil, 1969.
4. René Dumont, *Paysanneries aux Abois: Ceylan, Tunisie, Sénégal*, Paris, Seuil, Collection Politique, 1972.
5. René Dumont, *l'Afrique Etranglée*, Paris, Seuil, Collection Histoire Immédiate, 1980.
6. Tibor Mende, *De l'Aide à la Recolonisation — Les Leçons d'un Echec*, Paris, Seuil, Collection Histoire Immédiate, 1972.
7. Jean Copans et al., *Sécheresses et Famines du Sahel*, Paris, Maspéro, 1975, deux Volumes.
8. Claude Meillassoux, *Femmes, Greniers et Capitaux*, Paris, Maspéro, 1975.
9. W. et P. Paddock, *Famine 1975*, Little Brown, Boston U.S.A., 1967, cité par M. Mazoyer in *Développement et Socialismes*, op. cit.
10. Voir René Dumont et Marcel Mazoyer, *Développement et Socialismes*, Paris, Seuil, Collection Esprit, 1969, p. 288, note 1.
11. Sophie Bessis, *L'Arme Alimentaire*, Paris, Maspéro, 1979.
12. Décision prise le 4 Janvier 1980. Pour plus de détails, voir l'article de Sélim Turquie dans le *Monde Diplomatique* de Mars 1980.
13. Frances Moore-Lappe et Joseph Collins. *L'Industrie de la Faim*, Montréal, Editions l'Étincelle, 1978, p. 13. Il s'agit selon les auteurs d'une citation tirée de Science No. 21, Mars 1975.
14. Il s'agit de Frances Moore-Lappe et de Joseph Collins qui dirigeaient à l'époque l'Institute for Food and Development Policy de San-Francisco, Voir note 13.
15. Voir note 11 et le *Monde Diplomatique* de Juillet 1983 (le Coûteux Progrès Technologique et les Formes Multiples de la Dépendance Alimentaire).
16. Dans ce travail, nous avons utilisé la version anglaise du rapport intitulé : *Accelerated Development in Sub-Saharan Africa: An Agenda for Action*, The World Bank, Washington, 1981 (2ème édition, 1982).
17. Rapport Berg, version anglaise, édition de 1982, p. 47.
18. Débat qui eut lieu au courant du mois de Janvier sur la situation du monde rural et sur l'aide qui lui était fournie.
19. 40 % d'après Marc Dufumier, in *Le Monde Diplomatique* de Juillet 1983.
20. René Dumont et M.F. Mottin, *le Défi Sénégalais* ; Enda, Dakar, 1982.

21. Toujours d'après Marc Dufumier, la dette extérieure du Sénégal fait les 2/3 de son produit intérieur brut et le Sénégalais ne peut produire que 60 % de ses besoins vivriers.
22. Voir aussi Claude Meillassoux in *Monde Diplomatique*, Mai, 1980.
23. Aboubacry Moussa Lam, *Etre Paysan aujourd'hui dans la région du Fleuve*, in *Monde Diplomatique*, Mars, 1983.
24. Voir René Dumont et M. Mazoyer, *Développement et Socialismes*, p. 274–275, p. 278.
25. Par exemple, au Ghana où le puissant barrage d'Akossombo ne tourne plus à plein régime et en Côte d'Ivoire. Pour ces deux pays, voir le *Soleil* du 19 Décembre 1983. C'est aussi le cas du Maroc (voir le *Monde Diplomatique* de Janvier 1984).
26. *Afrique-Asie* du 16 au 29 Janvier 1984.
27. René Dumont et M.F. Mottin, *l'Afrique Etranglée*, Seuil, 1980, p. 217.
28. Samir Amin, *l'Afrique de l'Ouest Bloquée*. Paris, Editions de Minuit, 1971.
29. Voir *Afrique-Asie* du 14 au 27 Février 1983, du 16 au 29 Janvier 1984.
30. René Dumont et M. F. Mottin, *l'Afrique Etranglée*, p. 218–220.
31. A la suite d'un coup d'état fait dans la nuit du 31/12/1983 au 1er/1/1984 et dirigé par le Général Mohammed Buhari.
32. Pour ces chiffres, voir *Afrique-Asie* du 14 au 27 Février 1983.
33. Lire l'excellent article de Johnny Egg dans le *Monde Diplomatique* de Mai 1980.
34. Rapport Berg, version anglaise, édition de 1982, p. 48–49.
35. René Dumont et M.F. Mottin, *l'Afrique Etranglée*, p. 220.
36. Voir le *Monde Diplomatique* de Février 1984 ; la *Politique Agricole Européenne* et le sort des Paysans Français.
37. Voir Paul Bairoch, *Révolution Industrielle et Sous-développement*, Paris, Mouton 4ème édition, Partie III : Les obstacles économiques au démarrage des pays sous-développés.
38. *Histoire de la France Rurale*, Paris, Seuil, 1977, 4 volumes – Sous la direction de Georges Buby.
39. Voir Marcel Mazoyer, in *Let Point Critique*, Paris, PUF 1980; *Actuel Développement*, Avril-Mars, 1982.

SUMMARY

In this paper, the author is trying to find out whether the predictions of the famous french agricultural economist Rene DUMONT have come true. Indeed, this scholar predicted in his book «L'Afrique Noire est mal partie» that the development of agriculture as it has been conceived in Africa since the early days of independence by the newly created states and their partners will not solve the problems of underdevelopment which Africa was going through. These predictions which have also been made by various other researchers both from Europe and North America are proving true since Africa is now undergoing a severe development crisis. This crisis is originating mainly from the food and agricultural deficiencies. The author focuses his analysis on three major african countries, Senegal, Ivory Coast and Nigeria to check how far DUMONT's predictions have come true in these countries. Then he goes on explaining why such crisis has happened. At this point he recalls and criticises the various causes given in the World Bank Report. In his conclusion he insists particularly on the fact that we should learn from the experience of Europe which contains some useful informations. This should be complemented by some resources of our own.